

Bulletin d'histoire politique

Notes à propos des récents ouvrages de Jacques Beauchemin et de Joseph-Yvon Thériault

Gilles Bourque



Volume 11, numéro 3, printemps 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060741ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060741ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourque, G. (2003). Compte rendu de [Notes à propos des récents ouvrages de Jacques Beauchemin et de Joseph-Yvon Thériault]. *Bulletin d'histoire politique*, 11(3), 67–71. <https://doi.org/10.7202/1060741ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Notes à propos des récents ouvrages de Jacques Beauchemin et de Joseph-Yvon Thériault

GILLES BOURQUE
Professeur retraité
UQAM

La publication des ouvrages de Joseph-Yvon Thériault et de Jacques Beauchemin pourrait bien marquer une date dans l'histoire de la production intellectuelle sur le Québec et la nation québécoise. Certains y liront sans doute un heureux retour du balancier qui, depuis les années 1980, avait conduit plusieurs auteurs à gommer la spécificité du passé canadien-français dans la recherche de l'américanité et de la modernité, ainsi que dans la volonté de redéfinir la nation dans le contexte du pluralisme identitaire. D'autres, au contraire, soupçonneront Beauchemin et Thériault de mener une lutte d'arrière garde. Quand Thériault nous invite à redécouvrir l'intentionnalité canadienne-française et Beauchemin les particularités de la mémoire franco-québécoise ne risquent-ils pas de nous engager sur la voie de la réinvention d'un ethnicisme nouvelle manière qui pense la nation en fonction de l'histoire des seuls Québécois de « souche » ? Plus encore, sous la plume de Thériault et Beauchemin, le Québec pourrait-il être saisi ultimement comme un vaste magma d'identités ethniques ?

Une critique serrée de ces deux ouvrages¹ exigerait que l'on se penche non seulement sur les thèses principales des deux auteurs, mais aussi sur la lecture qu'ils proposent de l'histoire intellectuelle des dernières années. Il faudrait, en ce sens, tout aussi bien traiter de la validité de l'interprétation qu'ils proposent des travaux de chaque auteur que de la pertinence des concepts fondateurs de la critique qu'ils mettent en œuvre. Peut-on, par exemple, réduire

l'américanité à l'expérience états-unienne comme semble le faire Thériault ou encore peut-on saisir sans amalgame la presque-entière de la production contemporaine sur le Québec à partir du seul concept de modernité radicale ? De même, chez Beauchemin, la référence à la culture et aux traditions canadiennes-françaises, plutôt que de demeurer générale, n'aurait-elle pas gagné en épaisseur et en profondeur si elle avait été présentée par l'auteur comme le résultat de luttes et de compromis ?

À défaut de pouvoir me livrer à ce travail dans l'espace qui m'est imparti, je proposerai une lecture générale et radicale de ces deux ouvrages qui me paraissent témoigner d'un essoufflement et d'un malaise dans la production actuelle sur le Québec. Il n'est pas impossible, en effet, que la publication de ces deux livres annonce implicitement la fin d'une époque et avec elle de cette manière de concevoir la question du Québec qui s'était imposée à partir des années 1960. Plus encore, peut-être lisons-nous en filigrane dans ces travaux la mort annoncée d'un mouvement social ou d'une forme historique du mouvement national. Au niveau discursif, je radicaliserai la thèse des deux auteurs dans l'énoncé suivant : l'idée de souveraineté qui domine l'histoire intellectuelle dont ils traitent est progressivement devenue un projet vide de sens, c'est-à-dire un projet sans fondement « éthico-politique » et donc étroitement instrumental puisqu'il oublie, marginalise ou renie toute référence à la culture et à la mémoire longue de la collectivité au nom de laquelle il est ou devrait être formulé.

Pour défendre cette lecture radicale, je ferai en parallèle de l'histoire intellectuelle qu'ils proposent un rapide survol de l'évolution du néonationalisme qui a pris forme durant les années soixante. Comme plusieurs l'ont montré, l'affirmation de l'État providence au moment de la Révolution tranquille favorise l'émergence d'un imaginaire de la rupture. Le projet d'indépendance qui naît dans ce contexte est alors soutenu au nom de l'opposition nationale. L'idée d'oppression nationale impliquait nécessairement une référence à la culture canadienne-française, mais sur un mode entièrement négatif. Cette culture était essentiellement considérée comme l'effet ou le résultat de la domination nationale et repérable dans le discours de collaboration cléricico-nationaliste des élites comme dans la culture populaire colonisée et empreinte d'américanisation.

Naquit dès lors un projet jacobin d'indépendance, puis de souveraineté encore pensable dans l'État providence qui se caractérisait par une régulation politique centrée sur l'espace national. L'idée d'indépendance était pensée non seulement comme un instrument de libération nationale, mais aussi comme moment nécessaire à l'affirmation d'une véritable culture québécoise.

Après le silence relatif des années 1980, on assista à une radicalisation de l'imaginaire de la rupture vérifiable, entre autres choses, à l'abandon de l'idée d'oppression nationale, sinon sur le mode purement réactif du refus de l'autre (rejet de l'Accord du Lac Meech). Il ne s'agit plus, dès lors, de pratiquer une critique radicale de la culture canadienne-française, mais d'abolir toute filiation possible avec cette dernière, soit dans la recherche de traces de la modernité, soit dans le rejet de l'ethnisme posé comme tare congénitale de la dite culture.

Bien sûr, cette radicalisation de l'imaginaire de la rupture répond, dans la lutte idéologique, aux attaques répétées des antinationalistes, principalement depuis le référendum de 1995. Il n'en découle pas moins deux conséquences majeures dans le discours nationalitaire des intellectuels québécois. La première consiste en ce que j'appellerai l'instrumentalisation de la référence à la question nationale. Si l'argumentaire nationalitaire abandonne tout rappel de la mémoire longue sur laquelle devrait s'appuyer le projet de souveraineté, il ne reste plus guère à invoquer que la langue pensée comme instrument de communication et, peut-être, la place du Québec dans le jeu de la mondialisation à titre d'arguments susceptibles de rallier l'opinion. La seconde conséquence est vérifiable au fait que le projet de souveraineté devient littéralement vide de sens. Si, en effet, il n'est plus défendu au nom d'une filiation culturelle et politique, sinon à partir du fait empirique que plus de 90% des Québécois comprennent ou utilisent le français, on se demande pourquoi il faudrait faire la souveraineté, puisque déjà la très vaste majorité de la population du Québec partage la langue française. De même, il devient de plus en plus difficile de nommer la nation québécoise au nom de laquelle il s'agirait de faire un État souverain, comme en témoignent les nombreuses définitions plus ou moins contradictoires de la nation proposée dans les milieux intellectuels depuis le dernier référendum.

À partir de tels constats, il est difficile de ne pas conclure que nous avons assisté à une défaite dans la lutte idéologique qui prépare peut-être la déroute politique du mouvement national souverainiste. Si les auteurs sont au moins en partie d'accord avec la lecture que je viens de proposer de leur ouvrage, il reste à essayer de comprendre les raisons d'une telle dérive. Or l'une des principales critiques que l'on peut faire des ouvrages de Beauchemin et de Thériault tient au fait que les auteurs ne tentent pas de comprendre les facteurs extradiscursifs du phénomène qu'ils décrivent. Certes Beauchemin renvoie à l'avènement de la société des identités et Thériault à l'hégémonie intellectuelle de la modernité radicale, mais nulle part nous ne trouvons de référence à l'histoire du mouvement social porteur du projet souverainiste. Sans que l'on puisse y voir un rapport de cause à effet, il n'est pas impossible que la mauvaise conscience dont nous parle Beauchemin et la « déshistorisation » qu'évoque

Thériault témoigne d'une tendance à la dissolution du mouvement social et national issu des années 1960. La sortie de l'État providence, la division des classes moyennes sous l'effet de la mondialisation, la régression de la social-démocratie sont autant de phénomènes qui permettent de formuler l'hypothèse que nous assistons peut-être actuellement à la fin d'une époque durant laquelle, après celles des Patriotes et de la survivance canadienne-française, a été formulée une façon particulière de penser la question nationale francophone dans la Vallée du Saint-Laurent. Si donc le tableau sombre que nous dressent les auteurs paraît en grande partie convaincant, il me semble que, d'un point de vue sociologique, on ne peut rester au simple constat de l'errance dans le monde des idées.

Les auteurs nous invitent, d'autre part, à rompre avec l'imaginaire de la rupture en se réappropriant les traditions canadiennes-françaises (tout en ne s'interdisant pas, faut-il l'écrire, de les critiquer). Bref, il s'agirait de repenser une filiation qu'une grande partie des intellectuels néonationalistes se sont appliqués à nier. Tout en étant d'accord avec cette proposition, il me semble que Beauchemin et Thériault n'en demeurent à ce sujet qu'à une pétition de principe. On peut regretter d'abord qu'ils n'insistent pas sur la difficulté de penser une telle filiation au tournant des années 1960. Depuis 1760, l'histoire canadienne et québécoise avait été, sur le plan de l'institutionnalisation, le lieu d'une lutte entre deux interprétations de la tradition culturelle judéo-chrétienne: catholique et francophone; protestante et anglophone. L'histoire du Canada français, de 1840 à 1960, a toute entière été tendue vers la nécessité de la survivance de l'interprétation catholique (et française) de cette tradition. Or dès lors que l'on fait quasi table rase, en 1960, de la catholicité comment conserver une telle filiation, sinon sur le mode de la négativité, et cela d'autant plus que s'affirme avec elle une génération d'intellectuels laïcs en rupture avec la pensée cléricale qui dominait jusque là. De même, les auteurs sont à peine plus prolixes sur les conditions actuelles du rétablissement d'une telle filiation qui ne sauraient être trouvées ni dans la catholicité, ni dans la ruralité dont les réserves de traditions se sont épuisées. Il me semble que l'on ne saurait retenir, à ce titre, que certains aspects des dimensions politiques de la culture canadienne-française. Il ne faudrait renouer avec ces traditions que dans la mesure où elles renvoient à une culture politique de résistance à l'assimilation. Il ne s'agit pas seulement, comme le suggère Gérard Bouchard, de retracer dans le passé francophone l'expression des seules grandes valeurs à dimension universaliste de la modernité politique (la liberté, l'égalité, la démocratie) communes à l'histoire de toutes les sociétés démocratiques, mais de faire ressortir comment celles-ci se sont incarnées dans une expérience particulière qui n'en rejoint pas moins l'universel, celui de la lutte des petites nations pour la reconnaissance dans

l'État de droit. En relisant en cette fonction l'histoire intellectuelle du Canada-français, et en particulier celle des sciences sociales, on peut facilement trouver cette filiation dans l'interrogation sans cesse reprise sur la précarité du devenir de la nation francophone dans le contexte des transformations économiques et politiques de la modernité.

Une dernière remarque. Après avoir fait la critique d'une grande partie de la production intellectuelle sur le Québec des quarante dernières années, on aurait souhaité que les auteurs réfléchissent de façon beaucoup plus explicite sur les implications de leurs travaux. Il me semble qu'ils doivent répondre beaucoup plus clairement à au moins deux questions. Que veut dire politiquement ce projet de réinvestissement des traditions? Qu'est-il pensable dans le domaine de la question nationale en ce début de XXI^e siècle?

À la deuxième question les auteurs répondent que l'on ne peut plus concevoir la question nationale de la même manière. Thériault soutient qu'elle est ultimement impensable dans la perspective de la modernité radicale. Beauchemin insiste, quant à lui, sur la difficulté de la formuler dans la société des identités. À la suite d'un tel constat, les deux auteurs nous invitent à la réévaluation de l'histoire nationale et au réinvestissement critique des traditions canadiennes-françaises. Personne ne demande aux auteurs de proposer un programme politique. Il paraît clair, à la lecture des deux ouvrages, que l'idée de souveraineté, voire même le projet national qui a été formulé durant les années 1960, sont devenus vides de sens. Sans exiger de leur part un programme politique, il me semble que Beauchemin devrait nous éclairer davantage en regard de la question nationale, sur le projet «éthico-politique» qui pourrait être formulé dans le contexte actuel et Thériault sur «l'intentionnalité» politique pensable et souhaitable dans le Québec du début du XXI^e siècle.

NOTE

Jacques Beauchemin, *L'Histoire en trop* et de Joseph-Yvan Thériault, *Critique de l'Américanité*.